

## Il y a 50 ans, Grigóris Lambrákis était assassiné. L'Histoire va-t-elle se répéter ?

Christophe Servan



Des institutions démocratiques ne suffisent pas à elles seules pour faire d'un régime une démocratie, il faut encore que le pouvoir politique gouverne selon le vœu exprimé par la majorité des électeurs. S'il bafoue outrageusement sa profession de foi électorale et s'il cherche à imposer une idéologie en jouant avec habileté d'une propagande mensongère et de la répression, alors le régime glisse vers une dictature *de facto*. Quand le peuple prend conscience de la supercherie, cette dictature masquée engendre alors, selon la formule d'Éric Zemmour, une guerre civile larvée. C'est la situation que connaît la France aujourd'hui, mais aussi celle qu'avait connue la Grèce dans les années 60.

Le film « Z », réalisé par Costa-Gavras en 1969, relate un épisode clé de cette période troublée qui précéda le coup d'État militaire de 1967. On connaît l'histoire. Le député Lambrákis [joué par Yves Montand] est assassiné par des « *hommes de main* » à la solde d'une « *association* » elle-même instrumentalisée par la gendarmerie et couverte par la justice. L'enquête policière est bâclée mais un petit juge [joué par Jean-Louis Trintignant] s'obstine. On lui met des bâtons dans les roues, on le menace, on cherche à le corrompre mais il poursuit son instruction, boucle son dossier et prononce des inculpations. Le film s'achève sur un verdict tronqué quelques semaines avant le coup d'État.

Même si la toile de fond est différente, le parallèle saute aux yeux. Les antifas, les associations subventionnées, les juges politisés et le « *petit juge* » courageux, une idéologie obsessionnelle, les CRS qui cognent sur des manifestants pacifiques, la censure, les réunions interdites, la propagande d'État, le faux prétexte de la menace à l'ordre public, etc. : avec un brin d'imagination, tout y est. Le plus important, c'est que l'action du film se passe alors que les institutions démocratiques sont toujours en vigueur même si, à l'évidence, elles sont totalement dévoyées. Or, à mesure que le petit juge avance ses pions, le régime réplique par la surenchère dans la scélératesse. À la fin, acculé dans ses contradictions, il met bas le masque et abolit la constitution car c'est le propre d'une dictature que de ne pas accepter la défaite.

Nous savons tous aujourd'hui que l'alternance entre l'UMP et le PS a été de pure façade puisque ces deux partis ont toujours été d'accord sur les trois questions essentielles et clivantes que sont les institutions, l'Europe et l'immigration. L'opposition – la vraie – a été bâillonnée par le scrutin majoritaire et diabolisée dans les médias.

Crise de régime, crise de société ou révolution, interroge *Boulevard Voltaire* ces jours-ci... Le précédent grec apporte sans doute de quoi y voir plus clair.

Dernièrement, un sondage commandé par L'Union des étudiants juifs de France (UEJF) a mis en relief la forte poussée des intentions de vote en faveur de Marine Le Pen, mais une question subsidiaire bien curieuse fut posée aux sondés : « *Modifieriez-vous votre vote si le candidat pour qui vous avez l'intention de voter tenait des propos racistes ou antisémites ?* »

Allons! Ne soyons pas naïfs, les loups ne lâcheront pas leur proie si facilement. Même si la France d'aujourd'hui n'a pas [encore] son « *Lambrákis* », le « *système* » est prêt à user de tous les moyens pour se maintenir au pouvoir. Tous !